

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

16 JUIN 1972. — Arrêté royal déterminant les modalités d'octroi d'une indemnité pour l'aide d'une tierce personne au profit des handicapés graves (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés, modifiée par la loi du 27 juillet 1971 et par l'arrêté royal du 28 décembre 1971;

Vu l'arrêté royal du 17 novembre 1969 portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés, modifié par les arrêtés royaux des 16 juin 1970, 16 mars 1971, 7 juin 1971, 28 juin 1971, 28 décembre 1971 et 28 février 1972;

Considérant qu'il s'impose d'accorder une indemnité pour l'aide d'une tierce personne au profit des handicapés graves qui se trouvent dans l'impossibilité d'accomplir seuls certains actes essentiels de la vie;

Vu l'avise du Conseil supérieur des handicapés;

Vu l'accord de Notre Vice-Premier Ministre, donné le 26 mai 1972;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre :

1° par « indemnité » : l'indemnité pour l'aide d'une tierce personne au profit des handicapés graves;

2° par « loi » : la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés;

3° par « règlement général » : l'arrêté royal du 17 novembre 1969 portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés.

Art. 2. Une indemnité est accordée dans les conditions prévues par le présent arrêté :

a) aux bénéficiaires de l'allocation ordinaire visée par la loi et calculée sur base d'une incapacité permanente de travail de 100 p.c.;

b) aux bénéficiaires de l'allocation complémentaire visée par la loi, si l'allocation ordinaire des intéressés était calculée sur base d'une incapacité permanente de travail de 100 p.c.;

c) aux bénéficiaires de l'allocation spéciale visée par la loi.

Art. 3. Le montant annuel de l'indemnité est fixé à 6 000 francs; il est toutefois limité au montant annuel de l'allocation ordinaire ou spéciale auquel peut prétendre l'intéressé.

(1) Références au Moniteur belge :

Loi du 27 juin 1969, Moniteur belge des 15 et 18 juillet 1969.

Loi du 27 juillet 1971, Moniteur belge du 11 août 1971.

Arrêté royal du 17 novembre 1969, Moniteur belge des 19 novembre 1969 et 1er janvier 1970.

Arrêté royal du 16 juin 1970, Moniteur belge du 30 juin 1970.

Arrêté royal du 16 mars 1971, Moniteur belge du 27 mars 1971.

Arrêté royal du 7 juin 1971, Moniteur belge du 30 juin 1971.

Arrêté royal du 28 juin 1971, Moniteur belge du 10 juillet 1971.

Arrêté royal du 28 décembre 1971, Moniteur belge du 12 janvier 1972.

Arrêté royal du 28 février 1972, Moniteur belge du 4 mars 1972.

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

15 JUNI 1972. — Koninklijk besluit ter bepaling van de toekenningsmodaliteiten van een uitkering voor hulp van derden ten gunste van zwaar gehandicapten (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1971 en bij het koninklijk besluit van 28 december 1971;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 november 1969 houdende algemeen reglement betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 juni 1970, 16 maart 1971, 7 juni 1971, 28 juni 1971, 28 december 1971 en 28 februari 1972;

Overwegende dat het nodig is een uitkering voor hulp van derden toe te kennen ten gunste van zwaar gehandicapten die onbekwaam zijn bepaalde essentiële daden van het leven te verrichten;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor minder-validen;

Gelet op de goedkeuring van Onze Vice-Eerste Minister, gegeven op 26 mei 1972;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de hoogdringendheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Voorzorg,

Hebben Wij besloten en besloten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan :

1° onder « uitkering » : de uitkering voor hulp van derden ten gunste van zwaar gehandicapten;

2° onder « wet » : de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen;

3° onder « algemeen reglement » : het koninklijk besluit van 17 november 1969 houdende algemeen reglement betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen.

Art. 2. Een uitkering wordt onder de bij dit besluit voorziene voorwaarden toegekend :

a) aan de rechthebbenden van de door de wet bedoelde gewone tegemoetkoming, berekend op grond van een blijvende arbeidsongeschiktheid van 100 pct.;

b) aan de rechthebbenden van de door de wet bedoelde aanvulende tegemoetkoming, indien de gewone tegemoetkoming van de betrokkenen berekend was op grond van een blijvende arbeidsongeschiktheid van 100 pct.;

c) aan de rechthebbenden van de bij de wet bedoelde bijzondere tegemoetkoming.

Art. 3. Het jaarbedrag van de uitkering is vastgesteld op 6 000 F; het is evenwel beperkt tot het jaarbedrag van de gewone of bijzondere tegemoetkoming waarop betrokkenen aanspraak kan maken.

(1) Verwijzingen naar het Belgisch Staatsblad :

Wet van 27 juni 1969, Belgisch Staatsblad van 15 en 18 juli 1969.

Wet van 27 juli 1971, Belgisch Staatsblad van 11 augustus 1971. Koninklijk besluit van 17 november 1969, Belgisch Staatsblad van 19 november 1969 en 1 januari 1970.

Koninklijk besluit van 16 juni 1970, Belgisch Staatsblad van 30 juni 1970. Koninklijk besluit van 16 maart 1971, Belgisch Staatsblad van 27 maart 1971.

Koninklijk besluit van 7 juni 1971, Belgisch Staatsblad van 30 juni 1971. Koninklijk besluit van 28 juni 1971, Belgisch Staatsblad van 10 juli 1971.

Koninklijk besluit van 28 december 1971, Belgisch Staatsblad van 12 januari 1972. Koninklijk besluit van 28 februari 1972, Belgisch Staatsblad van 4 maart 1972.

Le montant de l'indemnité varie conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants; il est rattaché à l'indice 114,20 des prix à la consommation.

Art. 4. § 1er. La demande d'allocation vaut demande d'indemnité pour autant que l'intéressé obtienne une allocation calculée sur la base d'une incapacité permanente de travail de 100 p.c.

Le service des allocations pour handicapés du Ministère de la Prévoyance sociale procède à l'instruction administrative des droits à l'indemnité, le cas échéant de la manière prévue à l'article 7 du règlement général.

Le droit à l'indemnité prend cours à partir du premier jour du mois au cours duquel le demandeur satisfait aux conditions prévues par le présent arrêté.

Lorsqu'il est procédé d'office à la détermination des droits à l'allocation complémentaire du bénéficiaire d'une allocation ordinaire calculée sur la base d'une incapacité permanente de travail de 100 p.c., les droits éventuels à l'indemnité sont examinés d'office par le service précité.

§ 2. Une nouvelle demande d'indemnité peut être introduite lorsque, selon le demandeur, une modification dans sa situation est intervenue qui justifie l'octroi ou l'augmentation de l'indemnité.

Cette nouvelle demande doit être introduite par lettre recommandée à la poste, auprès du service visé au § 1er.

La décision afférente à cette nouvelle demande produit ses effets le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle est introduite.

Art. 5. Les dispositions de l'article 46 du règlement général sont applicables aux décisions prises à l'égard des droits à l'indemnité.

Art. 6. L'indemnité n'est pas accordée lorsque le handicapé ou son conjoint bénéficie d'une prestation de même nature en vertu d'une autre législation.

Art. 7. L'indemnité n'est pas accordée au handicapé qui appartient à une communauté religieuse ou laïque.

Art. 8. Lorsque les conjoints habitent ensemble et peuvent obtenir tous deux l'indemnité, le montant de l'indemnité la moins élevée est réduit de moitié; lorsque les deux indemnités sont égales, chacune d'elles est réduite de 25 p.c.

Art. 9. Lorsqu'il est fait application de l'article 54 du règlement général, le bénéficiaire est, pour l'application de l'article 2, censé bénéficier de l'allocation pendant la période visée par l'article 54 précité.

Art. 10. L'indemnité est payée, selon les modalités prévues par les articles 48 et 49 du règlement général, par le service qui paie l'allocation dont bénéficie l'intéressé.

Art. 11. L'indemnité n'est pas payée, pendant la durée de son séjour, au bénéficiaire séjournant dans une institution de soins ou dans un home pour personnes âgées.

Les dispositions des articles 8, 56, 57, alinéa 1er, 58 et 59 du règlement général sont applicables à l'indemnité.

Art. 12. Le bénéficiaire de l'indemnité doit introduire une déclaration dès que des modifications de sa situation sont susceptibles de diminuer le montant de l'indemnité; cette déclaration doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au service visé à l'article 4, § 1er, et doit renseigner la date ainsi que la nature de la modification survenue dans la situation du handicapé.

La décision consécutive à cette déclaration produit ses effets le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel survient la modification justifiant cette déclaration.

Art. 13. L'indemnité est assimilée à l'allocation ordinaire pour l'application des articles 18, 21, 22, 27, 29 et 31 de la loi.

Het bedrag van de uitkering schommelt overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijs worden gekoppeld; het is gekoppeld aan het indexcijfer 114,20 van de consumptieprijs.

Art. 4. § 1. De aanvraag om tegemoetkoming geldt als aanvraag om uitkering voor zover betrokken een tegemoetkoming bekomt, berekend op grond van een blijvende arbeidsongeschiktheid van 100 pct.

De dienst voor tegemoetkomingen aan de minder-validen van het Ministerie van Sociale Voorzorg is gelast met het administratief onderzoek van de rechten op de uitkering, eventueel zoals voorzien in artikel 7 van het algemeen reglement.

Het recht op de uitkering gaat in de eerste dag van de maand waarin de aanvrager de in dit besluit voorziene voorwaarden vervult.

Wanneer het bepalen van de rechten op de aanvullende tegemoetkoming van de rechthebbende die een gewone tegemoetkoming geniet, berekend op grond van een blijvende arbeidsongeschiktheid van 100 pct., ambtshalve is geschied, worden de eventuele rechten op de uitkering door evengenoemde dienst ambtshalve onderzocht.

§ 2. Indien de aanvrager meent dat zijn toestand zodanig gewijzigd is dat het de toekennung of de vermeerdering van de uitkering verantwoordt, kan een nieuwe aanvraag om uitkering worden ingediend.

Deze nieuwe aanvraag moet per ter post aangetekend schrijven worden ingediend bij de in § 1 bedoelde dienst.

De beslissing van deze nieuwe aanvraag heeft uitwerking de eerste dag van de maand volgend op die in de loop van dewelke ze is ingediend.

Art. 5. De bepalingen van het artikel 46 van het algemeen reglement zijn van toepassing op de beslissingen die genomen worden ten opzichte van de rechten op de uitkering.

Art. 6. De uitkering wordt niet toegekend wanneer de mindervalide of zijn echtgenoot een gelijkaardige prestatie geniet krachtens een andere wetgeving.

Art. 7. De uitkering wordt niet toegekend aan de minder-valide die tot een godsdienstige of lekgemeenschap behoort.

Art. 8. Wonen de echtelieden samen en kunnen zij beiden de uitkering bekomen, dan wordt het kleinste bedrag van de uitkering met de helft verminderd; zijn de twee uitkeringen gelijk, dan wordt iedere uitkering met 25 pct. verminderd.

Art. 9. Wanneer het artikel 54 van het algemeen reglement wordt toegepast, wordt, voor de toepassing van het artikel 2, de rechthebbende geacht de tegemoetkoming te genieten gedurende het in evengenoemd artikel 54 bedoeld tijdvak.

Art. 10. De uitkering wordt betaald volgens de in de artikelen 48 en 49 van het algemeen reglement voorziene modaliteiten, door de dienst die de tegemoetkoming die betrokken geniet, betaalt.

Art. 11. De uitkering wordt niet betaald aan de rechthebbende voor de duur van zijn verblijf in een verzorgingsinrichting of in een tehuis voor ouden van dagen.

De bepalingen van de artikelen 8, 56, 57, eerste lid, 58 en 59 van het algemeen reglement worden op de uitkering toegepast.

Art. 12. De uitkeringsgerechtigde moet een verklaring indienen zodra er zich wijzigingen voordoen in zijn toestand die het bedrag van de uitkering zouden kunnen verminderen; deze verklaring moet per ter post aangetekend schrijven worden gezonden naar de in artikel 4, § 1, bedoelde dienst en moet de datum en de aard van de wijziging die zich in de toestand van de minder-valide heeft voorgedaan, vermelden.

De beslissing die uit deze verklaring voortloopt, heeft uitwerking de eerste dag van de maand volgend op die in de loop van dewelke de wijziging, die deze verklaring verantwoordt, zich heeft voorgedaan.

Art. 13. Voor de toepassing van de artikelen 18, 21, 22, 27, 29 en 31 van de wet wordt de uitkering gelijkgesteld met de gewone tegemoetkoming.

Art. 14. L'indemnité n'est pas prise en considération pour l'application des articles 14 et 20 du règlement général.

Art. 15. L'article 25 du règlement général est compris comme suit :

« 11° de l'indemnité pour l'aide d'une telle personne au profit des handicapés graves, accordée au handicapé à ses parents ou à son conjoint ».

Art. 16. § 1er. Les droits à l'indemnité sont examinés d'office dans le chef des personnes dont le droit à l'allocation calculée sur la base d'une incapacité permanente de travail de 100 p.c., n'a pas encore fait l'objet d'une décision administrative à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Dans ce cas, l'indemnité prend cours à la même date que l'allocation et, au plus tôt, le 1er octobre 1972.

§ 2. Les droits à l'indemnité sont examinés d'office dans le chef des personnes qui bénéficient au 1er octobre 1972 d'une allocation ordinaire ou spéciale calculée sur la base d'une incapacité permanente de travail de 100 p.c. Dans ce cas, l'indemnité prend cours au plus tôt le 1er octobre 1972.

§ 3. Lorsqu'une allocation complémentaire, calculée sur la base d'une incapacité permanente de travail de 100 p.c., est payée au 1er octobre 1972, l'octroi de l'indemnité est subordonné à l'introduction d'une demande, par lettre recommandée à la poste, directement auprès du service visé à l'article 4, § 1er. L'indemnité prend alors cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la demande est introduite; toutefois, si cette demande est introduite avant le 1er avril 1973, elle produit ses effets le 1er octobre 1972.

Art. 17. Les dépenses résultant de l'application du présent arrêté sont à charge de l'Etat.

Art. 18. Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1972.

Art. 19. Notre Ministre de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juin 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Pour le Ministre de la Prévoyance sociale, empêché :
Le Vice-Premier Ministre,

A. COOLS

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Fabrication de graisses animales. — Agréation d'une usine

Par arrêté ministériel du 4 février 1972, la société Eurogra, sisse rue Bollinckx 45, 1070 Bruxelles, est agréée pour la fonte des graisses, la fabrication d'huiles et graisses animales brutes et autres que brutes, la fabrication de graisses préparées et le commerce en gros en huiles et graisses animales.

Il est interdit à cette société de récolter ou de traiter des déchets de viande reconnus ou déclarés impropre à la consommation humaine.

L'établissement précité est soumis au contrôle du Service des Matières premières et du Service vétérinaire du Ministère de l'Agriculture.

MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE NEERLANDAISE

Conseil de la Jeunesse d'expression néerlandaise. — Nominations

Par arrêté ministériel du 3 février 1972, Mme Marilou Naegels est nommée membre suppléant du Conseil de la Jeunesse d'expression néerlandaise.

Art. 14. De uitkering wordt niet in aanmerking genomen voor de toepassing van de artikelen 14 en 20 van het algemeen reglement.

Art. 15. Het artikel 25 van het algemeen reglement wordt aangevuld met :

« 11° de uitkering voor hulp van derden ten gunste van zwaar gehandicapten, toegekend aan de minder valide, zijn ouders of zijn echtgenoot ».

Art. 16. § 1. De rechten op de uitkering worden ambtshalve onderzocht voor de personen van wie het recht op de tegemoetkoming, berekend op grond van een blijvende arbeidsongeschiktheid van 100 pot, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit nog niet het voorwerp was van een administratieve beslissing. In dit geval, gaat de uitkering in op dezelfde datum als de tegemoetkoming, en, ten vroegste, op 1 oktober 1972.

§ 2. De rechten op de uitkering worden ambtshalve onderzocht voor de personen die op 1 oktober 1972 een gewone of bijzondere tegemoetkoming genieten, berekend op grond van een blijvende arbeidsongeschiktheid van 100 pot. In dit geval, gaat de uitkering in ten vroegste op 1 oktober 1972.

§ 3. Wanneer op 1 oktober 1972 een aanvullende tegemoetkoming, berekend op grond van een blijvende arbeidsongeschiktheid van 100 pot, wordt betaald, moet voor het toekennen van de uitkering een aanvraag rechtstreeks aan de in artikel 4, § 1, bedoelde dienst worden gezonden per ter post aangetekend schrijven. Aldus gaat de uitkering in de eerste dag van de maand volgend op die in de loop van dadelijk de aanvraag is ingediend; zo deze aanvraag evenwel is ingediend voor 1 april 1973, heeft zij uitwerking vanaf 1 oktober 1972.

Art. 17. De uitgaven die uit de toepassing van dit besluit voortvloeien, zijn ten laste van het Rijk.

Art. 18. Dit besluit heeft uitwerking op 1 oktober 1972.

Art. 19. Onze Minister van Sociale Voorzorg is gelast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 juni 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

Voor de Minister van Sociale Voorzorg, verhindert ;
De Vice-Eerste Minister,

MINISTERIE VAN LANDBOUW

Vervaardiging van dierlijke vetten. — Erkenning van een fabriek

Bij ministerieel besluit van 4 februari 1972, wordt de maatschappij Eurogra, gevestigd Bollinckxstraat 45, 1070 Brussel, erkend voor het smelten van vetten, het vervaardigen van ruwe en andere dan ruwe dierlijke oliën en vetten, het vervaardigen van bereide vetten en de groothandel in dierlijke oliën en vetten.

Het is die maatschappij verboden vleesafval dat voor consumptie door mens ongeschikt werd bevonden of verklaard, in te zamelen of te verwerken.

Het voormeld bedrijf staat onder toezicht van de Dienst van de Grondstoffen en van de Diergeneeskundige Dienst van het Ministerie van Landbouw.

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN NEDERLANDSE CULTUUR

Nederlandstalige Jeugdraad. — Benoemingen

Bij ministerieel besluit van 3 februari 1972, wordt Mev. Marilou Naegels benoemd tot plaatsvervangend lid van de nederlandstalige Jeugdraad.